



**Samedi 2 octobre, trois millions de salariés, jeunes, chômeurs et retraités ont réaffirmé avec force dans les rues leur opposition au plan gouvernemental.**

Face à une mobilisation qui, chaque jour, prend de l'ampleur, le gouvernement ne veut rien céder sur l'essentiel, à part quelques aménagements à la marge dans le cadre du débat qui s'ouvre au Sénat (mères de trois enfants. handicapés...). Mais personne n'est dupe ! Ces mesures n'ont comme seul objectif que de faire passer l'ensemble d'un plan rejeté par plus de 70% des français.

La caricature de débat à l'Assemblée nationale a encore aggravé le texte initial notamment pour les fonctionnaires, par l'adoption d'un amendement (article 21 A) qui prévoit que d'ici le 30 septembre 2011, le gouvernement remettra un rapport relatif à la création d'une caisse de retraite des fonctionnaires de l'état remettant ainsi en cause un pan du statut général.

### **Qui peut accepter une telle régression ?**

Aucune marge de dialogue n'est possible dans le cadre de cette loi. Le 1<sup>er</sup> acte pour avancer les revendications, c'est, sans nul doute, d'exiger son retrait pur et simple.

### **Tous concernés !**

Tous les salariés sont concernés. combien risquons nous de perdre demain si cette loi s'applique avec les conséquences que l'on sait : le report de l'âge de départ sans décote à 67 ans, une réduction drastique du niveau des retraites et de nos pensions ? Quel avenir pour les jeunes ?

### **Unis dans l'action, unis pour repousser ce plan rétrograde !**

Le retrait du projet gouvernemental est bien la condition pour obtenir l'ouverture de véritables négociations qui prennent en compte les revendications et les propositions de financement présentées par les organisations syndicales. Il y va aussi de l'avenir de toute la protection sociale !

### **Face à l'intransigeance du gouvernement, avons-nous d'autre choix que d'étendre et de renforcer la mobilisation jusqu'au blocage du pays, tous ensemble, public-privé ?**

D'ores et déjà, des actions sont engagées ou sont annoncées dans de nombreux secteurs d'activité : raffineries, ports et docks, RATP, SNCF, audiovisuel, organismes sociaux, Postes, Energie...des préavis de grève ont été déposés. A Marseille, dès le 4 octobre, l'action s'est engagée à la DGFIP et s'est poursuivie le 7 octobre.

**Au Ministère, les fédérations ont suspendu leur participation au CTPM, à la DGFIP, les syndicats ont annoncé le boycott des groupes de travail pour protester contre le budget de rigueur (-2667 emplois), blocage des salaires, détérioration des conditions de travail...**

### **TOUS ENSEMBLE NOUS POUVONS GAGNER !**

**Mardi 12 octobre,  
pour nos revendications, nos droits, notre avenir :**

# **RETRAIT DU PROJET GOUVERNEMENTAL !**

**Tous à la manifestation (10 h porte de l'Oulle)  
départ collectif à la cité à 9h45. Rassemblement à la cité  
après la manifestation pour un pique nique collectif**